

261.83

E34

v.265

1936

v.265

1936



Bibliothèque Nationale du Québec

265

HN
31
E31/
U.265
1936

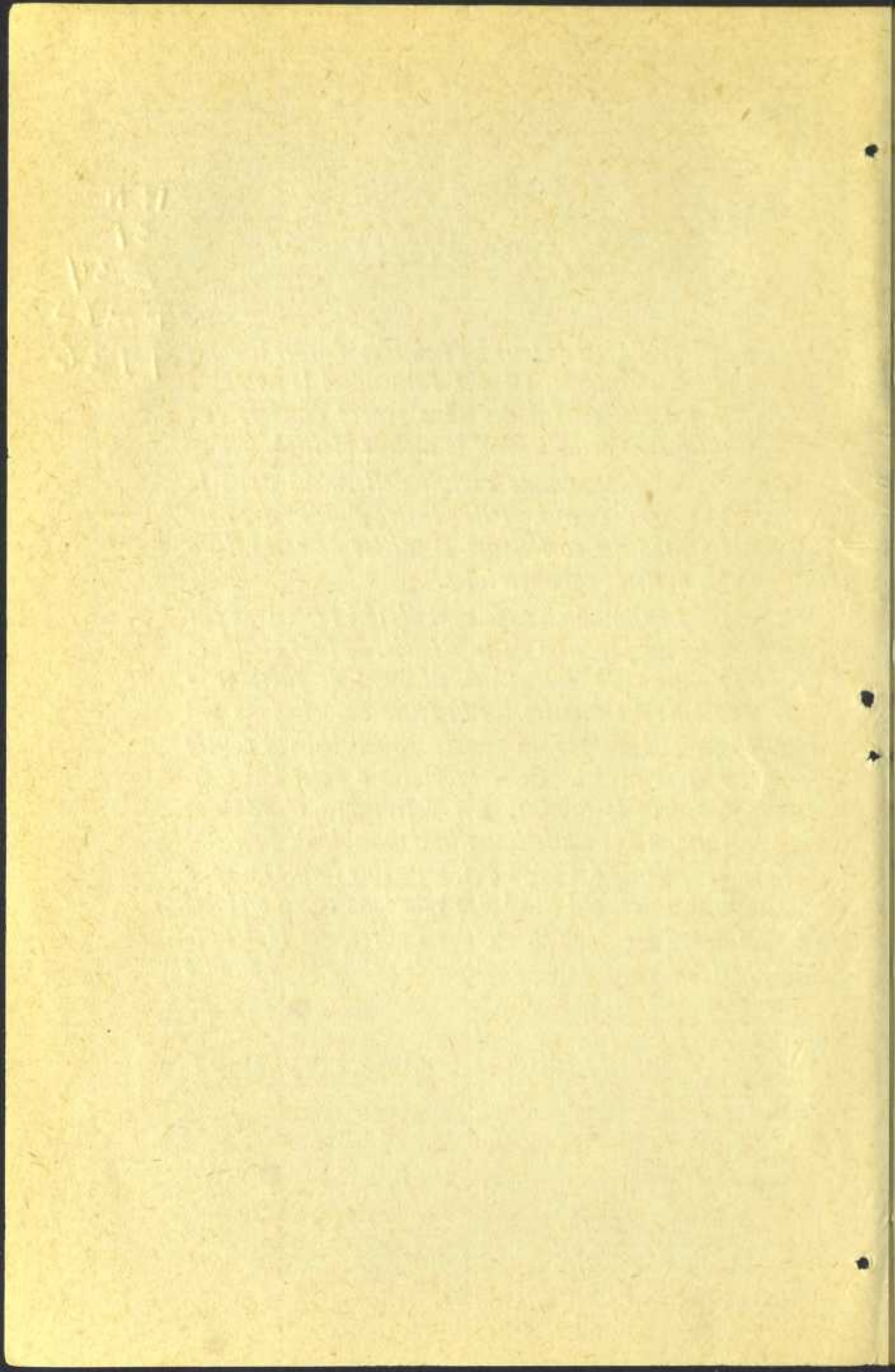
Avant-Propos

DE l'aveu de tous les hommes d'ordre le communisme, tel que l'entend et le pratique la Russie, est un des plus graves dangers qui menacent actuellement le monde civilisé.

Sa propagande se fait activement dans la plupart des pays. Elle pénètre d'ordinaire avec les produits soviétiques et utilise de son mieux les agences commerciales.

Le Canada a sagement décrété l'embargo sur tous les produits de la Russie. Mais quelques hommes s'efforcent actuellement de faire rappeler cette mesure. Plusieurs associations ont protesté auprès du gouvernement fédéral contre un tel projet. Cette brochure a pour but d'en montrer le danger. On y trouvera réunis des faits et des statistiques indiquant la désastreuse expérience des pays qui, sous une forme ou sous une autre, ont noué des relations commerciales avec l'U. R. S. S. Nous l'adressons tout particulièrement aux députés et aux hommes publics.

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE



Les Relations avec Moscou

Allons-nous au communisme par la voie du commerce?

DANS un article précédent, nous nous sommes demandé si le monde ne s'achemine pas vers le communisme, en flirtant de toute façon avec les propagandistes de cet implacable ennemi de la civilisation.

Les causes d'inquiétude sur ce point sont de plus en plus nombreuses. En voici une dont nous n'avons pas parlé: le désir de faire le commerce avec les soviets.

Quelques-uns de chez nous entretiennent un étrange goût de vendre aux soviets et de leur acheter des produits.

Ces gens-là oublient que le gouvernement russe profite de ses relations commerciales pour disséminer à travers le monde sa doctrine essentiellement subversive.

Ils ne prennent pas garde, par exemple, que le seul pays de l'Amérique du Sud — l'Uruguay — ayant reconnu les soviets vient de rompre les relations diplomatiques avec eux, parce que ces derniers — c'est prouvé au cours d'une enquête tenue au Brésil — ont profité de leur présence dans l'Uruguay pour organiser leur propagande communiste à travers toute l'Amérique du Sud.

N'essayons donc plus de nous le dissimuler: sous le couvert de démarches d'ordre commercial et diplomatique, ce sont leurs idées subversives et à peine humaines que veulent répandre dans l'univers les chefs soviétiques.

Il faudra finir par poser carrément le dilemme: voulez-vous établir demain le communisme ici, causez politique et faites le commerce avec les soviets; voulez-vous pré-

server la civilisation chrétienne contre le communisme partout athée et impie, fuyez les communistes, leurs théories, leur marchandise et leur argent comme la peste.

* * *

Il n'est guère de pays avec lesquels nous ayons moins intérêt à commercer qu'avec la Russie. Sa production ressemble trop à la nôtre pour que les avantages très minimes de son commerce compensent les épouvantables risques d'un contact avec ses révolutionnaires organisés.

Il est vrai que la Russie pourrait fournir à notre province du charbon. Mais avant le recours à la Russie, plusieurs moyens efficaces s'imposent pour résoudre notre problème de charbon.

D'abord, décapitons le trust de la houille noire, en envoyant au pénitencier ses chefs richissimes, tout comme les contempteurs pauvres de nos lois. Pour soumettre les riches et les pauvres aux mêmes lois, point n'est besoin d'instaurer un régime communiste; bien au contraire, dès que notre politique sera dissociée de la ploutocratie, la corruption administrative disparaîtra en même temps que la corruption électorale, et nous aurons dès lors l'égalité de tous devant la loi.

Le problème du charbon peut aussi se résoudre partiellement par une substitution rationnelle de la houille blanche à la noire dans nombre de cas où la mauvaise volonté des compagnies d'électricité a jusqu'ici imposé aux consommateurs la portion congrue.

Quant aux quantités de charbon indispensables qu'il faut importer, nous pouvons nous les procurer moins loin et plus économiquement — une fois le trust maté comme doivent le mater les gouvernants — dans les provinces voisines, aux États-Unis et en Angleterre.

Veut-on vendre notre aluminium et notre nickel aux soviets? Mais alors, n'oublions pas que Staline et Litvinnoff, tout en préconisant le désarmement des peuples, augmentent sans cesse les armements russes.

Au cours d'un grand congrès tenu récemment à Moscou, le commissaire de la Guerre n'a-t-il pas lancé ce mot d'ordre: « *Nous devons à tout prix nous efforcer d'obtenir bientôt que l'armement, l'équipement et l'approvisionnement de l'armée rouge, ouvrière et paysanne, soient les meilleurs au monde. Nous devons arriver à un tel degré de force qu'aucune nation au monde ne puisse plus exprimer ouvertement sa haine envers nous et se préparer à nous attaquer.* »

Si nous voulons être complices de la révolution rouge universelle, vendons aux soviets les matières dont ils ont besoin pour l'organiser.

Mais n'oublions pas ceci: dans cette circonstance, les complices seront eux-mêmes victimes, même s'ils sont inconscients, naïfs et ridicules.

Nous devons tous nous opposer au commerce avec les soviets. Le salut national et le salut chrétien nous en font un devoir.

Eugène L'HEUREUX

L'Action catholique, 22 janvier 1936

Conséquences politiques et économiques

*de la reconnaissance diplomatique de l'U. R. S. S.
par l'Allemagne, la France, l'Espagne,
les États-Unis, la Bulgarie*

AVANT d'exposer les détails concernant chacun de ces pays, on peut affirmer qu'ils n'ont pas tardé à se rendre compte que les espoirs qu'ils fondaient sur les résultats aussi bien économiques que politiques de la reconnaissance diplomatique de l'U. R. S. S. ne se sont pas réalisés et qu'ils en ont récolté beaucoup plus de mal que de bien.

CONSÉQUENCES POLITIQUES

Allemagne. — Un des premiers pays qui aient reconnu les soviets; il a conclu avec eux, en 1921, le traité de Rappalo. Les résultats de cette reconnaissance ne se firent pas attendre. L'U. R. S. S. chercha à bolcheviser l'Allemagne. La possibilité d'installer à Berlin une ambassade et une mission commerciale soviétique a permis à l'U. R. S. S. d'introduire en Allemagne, sous le couvert de l'immunité diplomatique, de nombreux espions et agents du Komintern. Le parti communiste allemand devint la section la plus puissante du Komintern, comptant près de deux cent mille membres et possédant une grande influence sur les masses. Quelques mois avant l'avènement de Hitler au pouvoir, le parti communiste allemand a recueilli cinq millions de suffrages. Les communistes allemands ont réussi à créer une véritable organisation de combat et ont failli renverser le régime de Weimar. C'est l'angoisse du peuple allemand devant la menace imminente du bolchevisme qui a assuré les rapides progrès du mouvement national-socialiste et a été l'un des agents principaux de la victoire de Hitler. Là aussi a été la cause de l'effondrement subit des partis de gouvernement, le Centre

catholique et les social-démocrates, qui n'ont eu du reste que ce qu'ils méritaient, ayant signé le « Pacte avec le Diable ».

France. — Après la défaite du communisme en Allemagne, c'est vers la France que l'U. R. S. S. a tourné ses regards. La reconnaissance de l'U. R. S. S. par la France, en 1924, avait permis déjà à Moscou d'introduire sur territoire français un grand nombre de ses agents et espions camouflés en diplomates. Depuis l'avènement des nazis à Berlin, Paris est devenu le siège de plusieurs organisations auxiliaires du Komintern. Instruite par les expériences allemande et autrichienne, Moscou se garde bien de commettre en France les mêmes fautes qui ont abouti à son élimination d'Allemagne et d'Autriche et qui ont permis la victoire des éléments nationalistes. La tactique du front unique, mise en œuvre par le Komintern lorsqu'il se rendit compte de la difficulté d'embrigader dans ses cadres officiels, du jour au lendemain, tous les sympathisants français, a permis à Moscou de soumettre à l'influence communiste de très nombreux éléments appartenant aux partis socialiste et radical-socialiste. Par cette habile manœuvre et en violation des accords signés avec la France, le gouvernement soviétique et le Komintern continuent à miner l'ordre existant en France, conformément à leur programme officiel. Le récent congrès du Komintern tenu à Moscou a prouvé clairement que les promesses de l'U. R. S. S. de s'abstenir d'une immixtion dans les affaires intérieures de la France sont restées lettre morte.

En effet, par son porte-parole Dimitroff, le Komintern vient de prescrire au parti communiste français toute une série de tâches dont la réalisation permettra une mainmise définitive de Moscou sur la France. Les effectifs du parti communiste français ont doublé depuis 1933 et s'élèvent actuellement à soixante mille membres. Le tirage de *l'Humanité* est passé de cent soixante-treize mille

exemplaires en 1933, à trois cent deux mille en février 1935. Le parti communiste français exerce une grande influence sur le mouvement des chômeurs, dont il contrôle cinq cent dix-neuf comités réunissant au total cent trente-six mille membres.

Il paraît désormais certain que le principal espoir du Komintern est fondé sur la rapide bolchevisation de la France, qui sera obtenue d'abord par « voie parlementaire », au moyen des élections qui, grâce à la tactique du Front populaire, assureront à ses partisans la majorité parlementaire nécessaire pour former un « gouvernement du front prolétarien ». Dans son discours de conclusion au récent congrès du Komintern, le délégué allemand Pieck a déclaré: « Nous sommes à la veille de luttes grandioses en France. Deux camps mobilisent leurs forces pour cette lutte, et la victoire ou la défaite du front commun en France aura une répercussion énorme sur tout le mouvement ouvrier et sur la situation internationale. »

Le renforcement du front marxiste en France a provoqué d'autre part une réaction des éléments nationalistes, de sorte qu'à l'heure actuelle la France est divisée en deux camps et son état est tel qu'il ne semble pas possible que les choses reviennent à l'état normal sans de profonds bouleversements.

La liste des organisations communistes aujourd'hui établies en France et patronnées clandestinement par l'ambassade soviétique de la rue de Grenelle est très considérable. C'est à quoi aboutit une reprise de contact avec les soviets. En 1918, la Suisse n'avait que la mission Bersine. On sait ce qui en est résulté.

Espagne. — Sous la dictature de Primo de Rivera, le parti communiste était interdit en Espagne. Après la chute de la monarchie, un des premiers actes du gouvernement républicain espagnol fut d'autoriser de nouveau le parti communiste, de reconnaître l'U. R. S. S. Laissons

la parole à Garcia, un des délégués espagnols au septième congrès du Komintern (août 1935) pour voir ce qui en résulta :

« A l'époque du sixième congrès du Komintern (1928), le parti communiste espagnol n'était qu'une organisation sectaire, comptant à peine quelques centaines de membres et ne possédant aucune influence sur les masses ouvrières; actuellement, ses effectifs dépassent dix mille membres et aux dernières élections il a recueilli quatre cent mille voix, en gagnant ainsi près de trois cent mille. Les communistes espagnols sont les instigateurs de tous les mouvements séditieux et insurrectionnels en Espagne. Lors des émeutes sanglantes dans les Asturies, les communistes espagnols ont mobilisé toutes leurs forces et ce n'est que grâce à eux que le drapeau des soviets a été hissé pendant quinze jours à Oviédo. Les troubles en Catalogne ont aussi été inspirés et fomentés par les communistes, ainsi que ceux de Madrid, où les communistes ont toujours été à l'avant. »

A l'heure actuelle, la situation en Espagne, au point de vue communiste, présente beaucoup d'analogie avec celle de la France. La réalisation du front commun permettra aussi aux communistes espagnols de concentrer dans leurs mains les leviers de commande et de conduire le pays vers la révolution.

États-Unis. — On se rappelle encore l'entrain avec lequel le président Roosevelt a reconnu, il y a deux ans, le gouvernement soviétique et les espoirs qu'on fondait aux États-Unis sur le rapprochement avec l'U. R. S. S. A l'heure actuelle la désillusion est profonde. Les récents travaux du Komintern et les discours incendiaires qui y ont été prononcés et qui prouvent une fois de plus que cette institution n'a pas renoncé à ses projets de « renverser par la violence tout ordre social traditionnel dans les pays bourgeois » ont soulevé une indignation générale

aux États-Unis et ont fait l'objet d'une note de protestation sévère de la part de cette puissance.

Malgré leurs engagements de s'abstenir de tout acte hostile à l'égard des États-Unis et de n'y point mener la propagande révolutionnaire, de ne point tolérer non plus sur le territoire de l'U. R. S. S. l'activité d'organisations destinées à exercer une action subversive aux États-Unis, les soviets, aussitôt installés à Washington, inondèrent l'Amérique de leurs agents qui se livrèrent à une propagande très forte et les organes du Komintern en U.R.S.S. continuèrent à travailler à la bolchevisation des États-Unis. Le parti communiste américain, que la crise n'avait guère fait prospérer et qui ne comptait, dans un pays de cent vingt-cinq millions d'habitants, que trente mille adhérents, grandit soudain avec une rapidité merveilleuse. L'effort de propagande se glissa partout. Il visa spécialement les écoles et les universités. En mai 1935, on découvrit à New-York qu'une organisation communiste utilisait les fonds fédéraux de secours aux chômeurs pour enseigner à vingt mille jeunes gens « comment faire la grève générale », comment s'emparer des fabriques et les diriger (des fabriques de munitions en particulier), comment renverser le gouvernement et le remplacer par un régime soviétique.

Toute cette activité était et est dirigée de Moscou. « Le parti communiste américain, dit une commission sénatoriale d'enquête, est affilié à la Troisième Internationale, ce qui entraîne une juridiction des organes de cette dernière sur le parti communiste américain. Celui-ci est représenté au Komintern et obéit aux directives de ce dernier. »

On sait tous les troubles graves qui ont éclaté aux États-Unis du fait des communistes.

Bulgarie. — Le gouvernement bulgare a également commis la faute de reconnaître les soviets: aussitôt l'agi-

tation communiste s'y est accentuée jusqu'à devenir aujourd'hui un grave péril.

Remarque. — La recrudescence de l'agitation révolutionnaire, qui est la conséquence de la reconnaissance diplomatique des soviets et de l'établissement d'une légation ou d'une ambassade soviétique dans la capitale d'un pays, a pour contre-coup un accroissement de l'activité des éléments contre-révolutionnaires et patriotes.

Ceux-ci perdent confiance dans le gouvernement dans lequel ils voient, non sans raison, une autorité faible qui a cédé à des pressions politiques, extérieures et intérieures, et mercantiles, au point de consentir à introduire dans le pays même les pires ennemis de la patrie. Il s'ensuit que ces éléments s'organisent pour la défense directe, puis pour la conquête du pouvoir, afin qu'il ne tombe pas dans les mains des communistes.

Le gouvernement, faible à l'égard de ceux-ci, doit être remplacé par un gouvernement fort. Instinctivement le peuple va aux extrêmes et c'est ainsi que se préparent les graves conflits intérieurs qui ont éclaté en Allemagne et ont abouti au régime nazi, conflits qui menacent actuellement la France. Le peuple suisse doit être assez sage pour obliger son gouvernement à renoncer à la dangereuse idée de la reconnaissance des soviets.

PORTÉE ÉCONOMIQUE DE LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE

Au cours de la crise économique, de nombreux pays ont cru que les débouchés qu'ils trouveraient en U.R.S.S. leur assureraient quelque soulagement dans leurs difficultés. Il convient ici de détruire la légende qui s'est ainsi créée et les illusions qu'on se fait dans beaucoup de milieux sur le pouvoir d'achat de l'U. R. S. S.

Les propagandistes d'extrême gauche parlent sans cesse des immenses débouchés de ce pays *quarante* fois plus

peuplé que la Suisse. Mais... précisément, ce pays quarante fois plus peuplé que la Suisse n'a jamais eu, depuis qu'il est sous la domination soviétique, un commerce extérieur total sensiblement supérieur à celui de la Suisse! Le montant total des échanges de chacun de ces pays avec les autres pays est resté à peu près égal.

Le gouvernement soviétique, par contre, s'est toujours servi habilement de ce commerce extérieur, tout entier dans ses mains, comme d'un moyen pour obtenir des appuis à l'intérieur des autres pays, en particulier lorsqu'il s'est agi pour lui d'obtenir la reconnaissance diplomatique et par conséquent la liberté de pouvoir, sous le couvert de l'immunité diplomatique, y envoyer ses agents révolutionnaires.

Une fois la reconnaissance acquise, les commandes restent très inférieures à celles que l'U. R. S. S. a fait miroiter aux yeux de ceux qu'elle voulait tenter, et descendent même au-dessous des chiffres antérieurs à la reconnaissance, comme le tableau suivant le montre en particulier pour les États-Unis.

Commerce extérieur de l'U. R. S. S.

(en millions de roubles-or)

	Exportation			Importation			Total des échanges		
	1934	1933	1932	1934	1933	1932	1934	1933	1932
Tot. des 10 prem. mois...	343.8	409.5	461.4	189.8	291.3	597.1	533.6	700.8	1,058.5
Angleterre.....	61.9	75.1	108.5	36.2	26.9	78.4	98.1	102.	186.9
Allemagne.....	72.4	76.0	83.7	25.4	139.4	277.1	97.8	215.4	360.8
Mongolie.....	40.0	33.3	37.3	15.1	11.5	12.5	55.1	44.8	49.8
Hollande.....	20.0	22.6	14.9	13.2	4.0	2.5	33.2	26.6	17.4
France.....	18.8	20.0	21.9	10.0	4.5	3.0	28.8	24.5	24.9
États-Unis.....	10.8	12.1	12.2	16.1	15.1	24.2	26.9	27.2	36.4
Perse.....	9.0	8.8	22.3	11.6	6.4	47.1	20.6	15.2	69.4
Belgique.....	14.4	22.1	13.7	6.1	0.8	—	20.5	22.9	13.7
Italie.....	15.7	19.3	20.4	10.5	13.6	24.1	26.2	32.9	44.5
Chine.....	5.0	13.5	17.5	8.1	13.9	13.1	13.1	27.4	30.6
Espagne.....	6.4	4.9	6.3	0.3	1.0	0.1	9.4	5.9	6.4
Pologne.....	2.9	4.2	3.6	5.2	11.4	4.0	8.1	15.6	7.6
Turquie.....	3.7	3.2	4.7	2.6	3.5	4.2	6.3	6.7	8.9
Japon.....	3.1	5.5	6.8	1.6	1.3	3.8	4.7	6.8	11.6

On voit que, si sa balance est devenue active (47 millions), le commerce extérieur de l'U. R. S. S. a diminué de moitié en deux ans.

On remarquera que l'U. R. S. S., de 1932 à 1934, a intensifié ses achats en Belgique et en Hollande, où elle souhaitait pouvoir être reconnue diplomatiquement. Elle a réussi avec la Belgique qui payera tôt ou tard l'imprudence coupable de M. van Zeeland.

Bureau Permanent de l'Entente Internationale
contre la Troisième Internationale

Le président:

Th. AUBERT

Genève, 12 septembre 1935

The Communist Party and its activities in the United States¹

ON November 16, 1933, the United States of America recognized the Union of Soviet Socialist Republics. This recognition was a conditional recognition based upon several specific and exact pledges made in writing on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics by its People's Commissar for Foreign Affairs, Maxim Litvinoff. These pledges were accepted complacently at face value by the international socialists now in control of the Government of the United States. All of these pledges have been wholly repudiated.

The pledges purported to protect the United States from further communistic activities, and to guarantee against a continuance of the Communist organized effort to overthrow the Government of the United States and to substitute for the American form of government, a representative democracy with guarantees of the rights to property, the Soviet form of government known as the dictatorship of the proletariat.

The repudiation of these pledges not only threatens the public safety of the United States, but is subversive of her social, economic and political institutions and destructive of her very existence.

Because of the repudiation of the pledges made on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, on January 3, 1935, I introduced a resolution in the House of Representatives proposing that the Congress recommend the severance of diplomatic relations with Soviet

1. A speech delivered in the House of Representatives on May 14, 1935.

Russia. I then officially requested the Chairman of the Committee on Foreign Affairs to set a date for a hearing on the resolution. At the end of several weeks a hearing was set for Tuesday, March 26. Competent witnesses came to Washington from various parts of the country to support my proposal with much indisputable documentary evidence. On the very morning of the date set for the hearing, after the witnesses were assembled at the Capitol, prepared to present their evidence to the committee, the committee refused to hold the hearing or to accept the evidence unless I should agree not to refer on the floor of the House to any evidence that might be presented to the committee, even such evidence as was already in my possession.

The committee was plainly hostile to the resolution and obviously opposed to its favorable consideration. I therefore declined to subscribe to the apparent intention of the committee to suppress all evidence of the repudiation of the pledges upon which United States recognition was conditioned, to put it under seal, and to refuse to let the American people know the truth. The resolution was in the public interest. It involved the public safety of the United States. The people of the United States were entitled to know the facts.

Among the pledges given on November 16, 1933, by Maxim Litvinoff on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics to obtain United States recognition, were the following:

To refrain, and to restrain all persons in government service and all organizations of the Government or under its direct or indirect control, including organizations in receipt of any financial assistance from it, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to injure the tranquillity, prosperity, order, or security of the whole or any part of the United States, its territories or possessions, and, in particular, from any act tending to incite or en-

courage armed intervention, or any agitation or propaganda having as an aim, the violation of the territorial integrity of the United States, its territories or possessions, or the bringing about by force of a change in the political or social order of the whole or any part of the United States, its territories or possessions.

and

Not to permit the formation or residence on its territory of any organization or group—and to prevent the activity on its territory of any organization or group, or of representatives or officials of any organization or group—which has as an aim the overthrow or the preparation for the overthrow of, or the bringing about by force of a change in, the political or social order of the whole or any part of the United States, its territories or possessions.

Actual and indisputable evidence of the repudiation of these pledges were first laid before the State Department by Mr. Matthew Woll, Acting President of the National Civic Federation and Vice President of the American Federation of Labor, in a letter dated February 7, 1934, supplemented by a written Memorandum accompanied by supporting documents. Further evidence of the repudiation of the Litvinoff pledges was submitted to the House Committee Investigating Un-American Activities at its hearing in New York on July 12, 1934, and at its hearing in Washington on December 17, 1934. The committee received and now has in its possession original and undisputed documents which show beyond reasonable doubt that there is in this country an organized movement seeking to prepare itself to seize and to destroy this government by the use of force and to substitute for it the Soviet form of government known as the dictatorship of the proletariat; and that this movement is directed and controlled by the Communist International, a political organization which has been and still is located in Moscow, within the territory of the Union of Soviet Socialist Republics and controlled by the Soviet Union.

In a report which the Committee Investigating Un-American Activities made to the House of Representatives on February 15, 1935, there appears the following:

In December, 1934, it (the House Committee Investigating Un-American Activities) held a series of public hearings at Washington, D. C., at which representatives from various organizations and agencies that have recently been investigating Communism presented statements of their findings accompanied by one or more recommendations.

The Communist Party of the United States is not a national political party concerned primarily and legitimately with conditions in this country. Neither does it operate on American principles for the maintenance and improvement of the form of government established by the organic law of the land.

The nature and extent of organized Communist activity in the United States have been established by testimony and the objectives of such activities clearly defined. Both from documentary evidence submitted to the committee and from the frank admission of Communist leaders (cf. Browder and Ford, New York hearing, July 12, 1934) these objectives include:

1. The overthrow by force and violence of the republican form of government guaranteed by article IV, section 4, of the Federal Constitution.
2. The substitution of a soviet form of government based on class domination to be achieved by abolition of elected representatives both to the legislative and executive branches, as provided by article I, by the several sections of article II of the same Constitution and by the fourteenth amendment.
3. The confiscation of private property by governmental decree, without the due process of law and compensation guaranteed by the fifth amendment.
4. Restriction of the rights of religious freedom, of speech, and of the press as guaranteed by the first amendment.

These specific purposes by Communist admission are to be achieved not by peaceful exercise of the ballot under constitutional right, but by revolutionary upheavals, by fomenting class hatred, by incitement to class warfare and by other illegal, as well as by legal, methods. The tactics and specific stages to be followed for the accomplishment of this end are set forth in circumstantial detail in the official program of the American Communist Party adopted at the convention held at Cleveland on April 2 to 8, 1934.

The "manifesto" and the "resolutions" incite to civil war by requiring one class "to take power" by direct revolutionary process and then assume dictatorship over the country in the manner followed by the Communists in the Union of Soviet Socialist Republics which is frequently mentioned as a guiding example.

In pursuance of the revolutionary way to power, the program instructs members of the party to obtain a foothold in the Army and the Navy and develop "revolutionary mass organizations in the decisive war industries and in the harbors." The trade unions should be undermined and utilized as recruiting grounds for revolutionary workers. How faithfully these particular injunctions have been executed was demonstrated by Navy officers appearing before the committee and by officials of the American Federation of Labor.

The American Communist Party is affiliated with the Third International, which was created by officials of the Soviet Government and is still housed in Moscow with governmental approval and cooperation. This affiliation is not one of general sympathy or broad uniformity of purpose and program; it is of a definitely organic character involving specific jurisdiction on the part of the governing body over the Communist Party of the United States.

The executive secretary of the Communist Party of the United States testified to this committee that his party was "a section of the Communist International"; that it participates in all the gatherings which decide the policies of the Communist International and sends delegates to the various conferences in Moscow. This admission is confirmed by the records available.

Let us examine some of the documentary evidence which the Committee on Foreign Affairs of this House refused to hear on March 26 last in support of the resolution proposing the severance of diplomatic relations with Soviet Russia. Let us see what are the damning facts concerning the repudiation of the pledges made to the United States Government on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics to obtain United States recognition.

The Communist Party of the United States, with headquarters at 50 East 13th Street, New York, New York, is

the American Section of the Communist International, a World Communist Party located at Moscow. This fact is plainly stated in the title of the *Daily Worker*, the Party's official English language publication. The objects of the Communist International and the duties of its various sections are defined by the Constitution and Rules of that body. These will be found in a pamphlet entitled "Program of the Communist International," which is published by the Workers Library Publishers at 50 East 13th Street, New York City. On page 88 of this pamphlet we read:

As the leader and organizer of the world revolutionary movement of the proletariat, . . . the Communist International . . . fights for the establishment of the world dictatorship of the proletariat, for the establishment of a World Union of Socialist Soviet Republics . . .

The most concise statement I have yet seen of the program planned by the Communist Party for the overthrow of our Government appears in the Election Program adopted by the Party for the Congressional and State elections last fall. I quote from page 23 of the "Election Platform of the Communist Party of New York State, 1934." It says:

The revolutionary way out of the crisis begins with the fight for unemployment insurance, against wage cuts, for wage increases, for relief to the farmers—through demonstrations, strikes, general strikes leading up to the seizure of power, to the destruction of capitalism by a revolutionary workers' government.

The evidence presented before the House Committee Investigating Un-American Activities has made it perfectly plain to any sober and intelligent student that the activities of these organizations have become much more real than mere debated plans or hopes. That evidence shows beyond reasonable doubt that active measures are being taken on many fields to recruit sufficient Com-

munist strength to make the attempt to overturn our Government by force. These preparatory efforts may not yet have been sufficiently fruitful to present grave danger of such an overturn at once, but the facts do show that they constitute a constant threat in times such as these, and that with an aggravation of our present economic situation they would become a great peril to the maintenance of our Government. In fact, the evidence does show that they are at present a constant threat to the industrial peace of the country and already have provoked and have protracted some of the most violent and bloody industrial disturbances in this country during the past year.

In the resolutions of the Thirteenth Plenum adopted one month after the giving of the pledges by Maxim Litvinoff, the Executive Committee of the Communist International made these demands upon its various sections:

a) That the content and language of *agitation and the press* must henceforth be addressed to the broadest strata of the proletariat and the toilers, showing the face of the Communist Parties in both agitation and in mass actions (demonstrations, strikes and other mass actions).

b) *Securing within the shortest time possible a decisive turn to the work in the factories*, concentrating the forces of the Party organization in the decisive enterprises and raising the political level of the leadership given by the factory nuclei to the daily class struggles.

c) Putting an end to the opportunist, defeatist neglect of *trade union work* and in particular work inside the reformist trade unions...

d) Really developing *mass work among the unemployed*...

e) Intensifying *revolutionary work in the rural districts*...

f) Increasing the *mass work among women*...

g) Putting an end to the *narrowness of the Y. C. L.* (the Youth Communist League).

(See pages 141-142, February, 1934, issue of *The Communist*.)

Since United States recognition of the Union of Soviet Socialist Republics, the Communist Party of the United States has devoted itself intensively to carrying out these unequivocal orders of its superior at Moscow, and communistic activities in the United States have been greatly increased.

It has been indicated that the Communist Party relies primarily upon the general strike as an effective weapon for destroying our Government. Obviously if this weapon is to be effective, that Party must have control of large masses of individuals, particularly wage-earners. It is using every means at its command to gain such control. On the industrial field, the steps taken by it are three-fold:

1. It is organizing the unorganized, unskilled or semi-skilled workers into revolutionary industrial unions;
2. It is organizing militant rank and file oppositions within the recognized unions of the American Federation of Labor; and
3. It has created Councils among the unemployed workers and those upon relief.

All of these activities are directed by an affiliated agency of the Communist Party until recently known as the Trade Union Unity League, with headquarters at 80 East 11th Street, New York City, and now known as the Committee for the Unification of Trade Unions. Already a large number of such revolutionary industrial unions have been organized under Communist leadership, each with its own periodical publication, each with the object of using the strike for political purposes when the appropriate moment comes. A large number of rank and file organizations have already been created in unions of the American Federation of Labor which are guided by special publications, of which the *A. F. of L. Rank and File Federationist* is typical.

The progress made by the Party in this particular field of effort may be measured by the fact that in these

organizations the Communists have already recruited approximately 500,000 persons throughout the country. To give consideration to the Trade Union Unity League alone, a resolution of the Eighth Convention of the Communist Party of the United States, held April 2-8, 1934, referring to the last year, says:

The T. U. U. L. (the Trade Union Unity League) unions which recruited some 100,000 new members led strikers of some 200,000 workers. (See page 463, May, 1934, issue of *The Communist*.)

It thus appears that the Communist Party of the United States is not simply a debating society, but has advanced materially in the direction of preparing itself to use violence as the means of seizing and destroying the powers of government.

A separate organization directly affiliated with the Communist International is the Young Communist League. One of the sections of the Communist International is the International League of Communist Youth, popularly known as Communist Youth International. Its relation to the parent body is defined in paragraph 35 of the "Constitution and Rules of the Communist International."

The Young Communist League of the United States is the American agency of the Communist Youth International. Its Program is published in a pamphlet by the Young Communist League of America, 43 East 125th Street, New York City. It says:

The Y. C. L. (the Young Communist League) is the school of Communism for the toiling youth, but "the growing young generation can only learn Communism by linking up every step in its training and education with the incessant struggle of the proletariat and the toiling masses against the old exploiting society"... (p. 34).

Its task is to organize within its ranks not only the advanced elements, but the broad masses of the toiling youth. (p. 35.)

The program of this organization is frankly not confined to legal measures. On page 40, the Program says:

The Y. C. L. (the Young Communist League) does not limit its activity to the framework of "legality" ordained by the bourgeoisie. In its struggle against capitalism, the Y. C. L. is continually compelled to combine its open legal activity with illegal and semi-legal work and therefore to overstep the limits laid down for it by bourgeois legality.

The Membership Book of the League contains the following pledge and rules:

Upon joining the Young Communist League, I pledge to be a loyal fighter for the every day interests of the working class and the toiling youth. To further do all in my power to learn and become a conscious leader amongst the young workers, wherever I may be, in the struggle against the boss class and for the establishment of a workers' and farmers' government.

The rules follow:

- "1. Every member must be active in the unit.
- "2. A member must pay dues regularly to the unit.
- "3. He must join his trade union and be active there.
- "4. Every member in the shop should work for the building of a unit in the factory.
- "5. A member should attend traction meetings of the trade union or organization of which he is a member.
- "6. The member should read working class literature, subscribe to the *Daily Worker*, and attend study circles and classes, to become more developed and trained in the working class movement."

This is by no means a paper organization. It is active in schools and colleges throughout the country, in factories and in shops. It has aided and encouraged demonstrations against military service, against the R. O. T. C. and the defensive measures of Government. On page 13 of "A Program for American Youth," adopted at the Seventh National Convention of the League on June 22-27, 1934, will be found the following statement:

Through the application of the united front the Y. C. L. (the Young Communist League) in the last year helped to develop an

anti-war youth movement, organized a whole series of anti-war conferences and actions and in the past three years succeeded in transforming Memorial Day into a traditional day of struggle against war and fascism.

In January, 1934, two months after the Litvinoff pledges were given to the United States Government, a full meeting of the Executive Committee of the Young Communist International met at Moscow. A pamphlet published by the Young Publishers, the official printing house of the Young Communist League in this country, P. O. Box 28, Station D, New York City, contains the report made to this meeting by V. E. Chemadanov, who is Secretary of the Young Communist International, and Chairman of the Russian delegation.

In this report appears the following:

The masses of the toiling youth can and must be won to the side of Communism, through developing the propaganda of Leninist teachings among them, through mobilizing them for economic and political fights, through leading them to the barricades under the leadership of the Communist Party. (p. 41.)

It should be quite apparent that this report issued to the American Party, as well as others of a similar nature, constitutes a clear violation not only of the spirit but also of the letter of the Litvinoff pledges.

It is, of course, impossible for me to give a full description of the actual activities being carried on by the Communist Party pursuant to the orders received from Moscow. I should fail, however, to give a true picture if I neglected to point out that, in addition to the direct Party agencies, it has caused the creation of and directs the activities of auxiliary and subsidiary organizations.

Among the auxiliary organizations may be mentioned the International Workers Order, with headquarters at 80 Fifth Avenue, New York City, which is ostensibly a mutual benefit association providing sick benefits, life insurance and medical services, etc., to its members at low

cost. It has, however, following the provisions of its by-laws, organized "agitation and cultural activities among its members with a view to creating amongst them an understanding of the need of these struggles to break down amongst them illusory barriers of race, creed and color, to establish amongst them the practice of class solidarity and to develop in them working class consciousness, and finally, to win them for the struggle for a Workers' and Farmers' Government in America." (See page 6 of the Constitution and By-Laws of the organization.)

Considerable progress has been made in developing this organization in recent months. Its membership has jumped from forty to sixty thousand.

Another organization of national scope is the International Labor Defense. This is a section of the International Red Aid of Moscow and is described as:

A broad non-Party organization based on the class struggle which aims to defend all workers who are being persecuted by the capitalist government and various other agencies of the employing class, for their participation in the class struggle, by rendering legal aid, moral and financial support to these workers and their dependents, by wide publicity, organizing mass demonstrations of support and protest, both here and abroad.

Still another subsidiary organization is the National Student League which is an outgrowth of the activities of the Young Communist League and of the Communist Party generally. A Resolution on "The Winning of the Working Class Youth Is the Task of the Entire Party," was adopted at the National Convention of the Communist Party held at Cleveland in April, 1934. In this resolution we find the following:

While building the National Student League as the broadest revolutionary mass student organization, they (referring to the Communist Party) must bring forth the independent role of the Young Communist League and recruit the class-conscious students for its ranks. (See page 487, May, 1934, issue of *The Communist*.)

The intimate relationship between the Young Communist League and the National Student League is made perfectly clear in "A Program for American Youth" already mentioned. On page 21, it says:

The Y. C. L. (the Young Communist League) must work to build the National Student League into a broad mass organization. Every Section and District Committee must apply the principles of concentration and control tasks to the organization of the N. S. L. (the National Student League) in the schools in its local city, especially in the high and evening schools where the students are in greater numbers proletarian in origin.

This organization has been growing rapidly and it appears that, as long ago as December, 1933:

The N. S. L. (the National Student League) has 50 active functioning groups throughout the United States. There are 44 groups, not in N. S. L. (National Student League) but under N. S. L. leadership. We also have contacts in 35 colleges, making a total of 129 colleges and universities in which the N. S. L. has influence. (See page 57 of the National Student League Year Book for 1933.)

These figures, of course, do not include the high school section, on which there seem to be no statistical data available.

The official national publication of this organization is the *Student Review*, a monthly magazine.

There are, however, a number of district organizations issuing newspapers and some of the college chapters also issue student newspapers.

It is interesting to note that the National Student League also maintains a school at 257 Seventh Avenue, New York City, formerly at 114 West 14th Street. Its bulletin describes its purpose to be: 1) to bring before the students an understanding of the foundations of society; 2) to bring to the fore the day-to-day issues which face the students. (In view of the Communist affiliations, it is quite evident what these are.)

Besides the organizations which I have mentioned as being directly affiliated with the Communist Party or subsidiary to it, there are others which may properly be

described as United Front organizations in which the Communist Party of the United States has a dominating influence. Perhaps the most active of these at the present time is the American League Against War and Fascism, of which Earl Browder, Executive Secretary of the Communist Party, is the active vice-chairman. The national headquarters of this body is located at 112 East 19th Street, New York City. It is made up of Communists and some Socialists. It also has its Youth Section. The Communist Party takes a vital interest in its promotion.

At the Eighth Convention of the Communist Party of the United States in April, 1934, a resolution on "The Winning of the Working Class Youth" was adopted. In paragraph 5 of this resolution, we find the following:

The Party and League (referring to the Young Communist League) must guarantee an immediate improvement of the anti-militarist and anti-war activity... *b*) a broad united-front movement of youth must be built around the American League Against War and Fascism. Broad city and state conferences of youth against war and fascism must be organized and anti-war committees set up in shops, ports, neighborhoods and mass organizations. (See page 485 of *The Communist*, issue of May, 1934.)

Let us refer once more to the resolutions of the Thirteenth Plenum held at Moscow one month after the giving of the Litvinoff pledges. These resolutions contained the following statement:

It is necessary to unfold before the toilers of each country a program which, basing itself on the experience of the great triumphs of the Soviet workers and collective farmers on all fronts of the class struggle and Socialist construction, should, while making allowance for the peculiar conditions of the different countries, show *what the Soviet Power will give them in their own country.*

In defining the meaning of "Soviet Power," the Plenum says:

The Soviet Power is the state form of the proletarian dictatorship.

It appears, therefore, that an important part of the program for preparing the proletariat of this country for

the overthrow of our Government includes the presentation of enticing pictures of what Soviet power gives to the proletariat in Soviet Russia. In furtherance of this program, a large number of propaganda documents have been and are still printed in Russia under Government supervision and sold in the United States by the International Publishers of 381 Fourth Avenue, New York City. A very considerable number of these documents are printed in the English language for use in English-speaking countries.

Obviously, what I have said is not sufficiently full to give a complete picture of the extent to which these Communist activities are being carried on throughout the United States. They do show, however, that

1. That the Communist International, acting upon Russian territory and controlled by the Soviet Union, has, since the giving of the Litvinoff pledges, directed the Communist Party of the United States and the Young Communist League of America to use every available means to prepare for the forceful overthrow of our Government, by propaganda and the organization of revolutionary trade unions, leagues, committees and groups, and for the substitution in its place of a Soviet form of government to be affiliated with the Union of Soviet Socialist Republics.

2. That the Communist Party and the Young Communist League of America have accepted this militant program and are using every effort to recruit their strength for that purpose, and that they have been aided and encouraged by Section 7-A of the National Industrial Recovery Act and through funds dispensed by the Federal Emergency Relief Administration.

3. That this action on the part of the Communist International is a complete repudiation of the Litvinoff pledges.

4. That the publication in the English language in the Union of Soviet Socialist Republics for use in the United States of books and pamphlets attacking our form of government and their shipment to this country also constitutes a complete repudiation of the Litvinoff pledges.

The evidence discloses that there has been an organized nation-wide systematic, and rapidly developing at-

tempt to undermine the institutions of the United States and to overthrow its Government. An official committee of the House of Representatives has certified to the truth of this statement.

This evidence discloses also that since the recognition by the United States of the Union of Soviet Socialist Republics, there have been a great increase in communistic activities and an enhancement of the prestige of those in control of them.

This undisputed evidence from Russian and American sources shows that the Union of Soviet Socialist Republics promotes these activities to undermine the institutions of the United States and to overthrow its Government, in complete repudiation of the pledges which it gave to obtain United States recognition.

Since the Russian Government has failed to respect the pledges upon which United States recognition was conditioned, diplomatic relations with the Soviet Union should be severed at once.

Refusal of those in authority to sever diplomatic relations with the Soviet Union places a serious responsibility upon the Congress of the United States.

Officials of the United States government are bound by their oath of office to "defend the Constitution of the United States against all enemies, foreign and domestic." An official of the government who violates his oath of office is subject to impeachment.

In the light of the evidence now in its possession it becomes the duty of the Congress to determine whether or not officials of the government who refuse to take action to defend the Constitution against a foreign enemy, and who permit public funds to be expended to teach subversive doctrines and to forward a program to overthrow the government, are subject to impeachment.

THE HONORABLE GEORGE H. TINKHAM (Mass.)

L'action subversive des Soviets

*depuis leur admission à la Société
des Nations*

LORSQU'IL fallut préparer l'entrée des bolcheviques à la Société des Nations, des efforts extraordinaires furent faits par certains politiciens et par leur presse pour persuader l'opinion publique d'une évolution des gens de Moscou. Le moment est propice aujourd'hui pour rappeler brièvement les faits les plus saillants qui ont eu lieu de septembre 1934 à aujourd'hui et qui prouvent exactement le contraire.

Insurrection communiste à Oviedo. — Cette sanglante insurrection fut préparée de Moscou par le Komintern qui, depuis lors, en a revendiqué à maintes occasions la responsabilité et la « gloire ». Les exploits terroristes des bolchevistes espagnols, qui ont suivi fidèlement l'enseignement de Lénine et les directions de Staline, ont été donnés en exemple aux récents congrès communistes.

L'affaire Eberlein. — A la fin de 1935, un nommé Eberlein, qui joua un rôle de premier plan dans le mouvement communiste et terroriste en Allemagne, fut arrêté à Strasbourg. Eberlein figure actuellement avec Staline sur la liste officielle des membres du Comité exécutif du Komintern, nommé au septième congrès (juillet-août 1935).

D'après les données de la presse française qui n'ont pas été réfutées, Eberlein contrôlait et finançait le mouvement communiste et le front populaire en France. La presse française a affirmé également qu'il avait financé la campagne communiste en Suisse lors des dernières élections. Les dépenses considérables du parti communiste suisse

pendant cette campagne et les passages fréquents d'Eberlein au Bureau du Secours rouge à Zurich semblent confirmer cette information.

L'affaire Barthel. — Également à la fin de 1935, on arrêta, jugea et condamna en Algérie un autre agent important du Komintern, le nommé Barthel. L'arrestation eut lieu à la suite de l'interception d'une circulaire signée par Barthel et adressée à toutes les cellules communistes de la région, d'où il ressort que Barthel a été envoyé par Moscou en Afrique pour y fomenter un mouvement révolutionnaire bolcheviste en utilisant aussi le mouvement nationaliste arabe.

Découverte d'un important complot communiste en Yougoslavie. — Les autorités yougoslaves ont rendu public à la fin de décembre 1935 le résultat de leur enquête concernant un important complot fomenté par les agents de Moscou à Zagreb et dans d'autres villes. De nombreuses cellules communistes avaient été fondées notamment dans les écoles et les milieux ouvriers. Les arrestations permirent de déjouer les projets du Komintern, qui représentaient un danger très réel pour le pays.

Insurrection communiste au Brésil. — Les détails et l'importance du mouvement ont été dévoilés par la presse, mais ce qui est moins connu, c'est que la méthode à suivre au Brésil avait été débattue en détail au septième congrès du Komintern à Moscou (voir discours des délégués brésiliens) et que Prestes, chef de l'insurrection, figure avec Staline et Eberlein sur la liste officielle des membres de l'exécutif du Komintern.

L'affaire de Montevideo. — Le 28 décembre 1935, le gouvernement de l'Uruguay a notifié au ministre des soviets, le camarade Minkin, que les relations entre Montevideo et Moscou étaient rompues et que Minkin pouvait reprendre le chemin de la capitale rouge.

Voici en substance les motifs de cette décision:

Le gouvernement de l'Uruguay avait reçu de ses propres agents et du Brésil diverses communications attirant son attention sur les menées subversives bolchevistes dans le pays, menées dans lesquelles l'ambassade soviétique était impliquée. L'enquête confirma pleinement ces informations.

Ainsi le fait fut établi une fois de plus que les missions diplomatiques et commerciales soviétiques servent en premier lieu les buts du Komintern. On se rappellera en particulier que le même camarade Minkin avait déjà été expulsé d'Argentine, où, tout en dirigeant une mission commerciale, il s'occupait de la préparation de complots révolutionnaires.

BNQ



000 177 567

